

Une étude des plans de cours et des examens de synthèse en politique canadienne

L'apport des chercheurs francophones laissé
de côté

PAR
JEAN-FRANÇOIS DAOUST
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

ALAIN-G. GAGNON
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

THOMAS GALIPEAU
UNIVERSITY OF TORONTO

MAI 2023



CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE
CONSTITUTION FÉDÉRALISME

LES CAHIERS DU CAP-CF

CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE : CONSTITUTION ET FÉDÉRALISME

L'étude des plans de cours et des examens de synthèse en politique canadienne

	Direction	Alain-G. Gagnon Professeur titulaire au département de science politique et directeur du CAP-CF, UQAM.
Contactez-nous	Édition	Gustavo Gabriel Santafé Assistant à la coordination, CAP-CF.
Centre d'analyse politique : Constitution et fédéralisme (CAP-CF)	Comité consultatif	Stéphanie Chouinard Professeure agrégée, Département des sciences politiques et d'économique, Collège militaire royal du Canada et co-affiliée à l'Université Queen's. Catherine Mathieu Professeure, Département des sciences juridiques, Université du Québec à Montréal. Emmanuelle Richez Professeure agrégée, Département de science politique, Université de Windsor en Ontario. Stéphane Savard Professeur, Département d'histoire, Université du Québec à Montréal. Luc Turgeon Professeur agrégé, École d'études politiques, Université d'Ottawa.

Dépôt légal, 2^e trimestre de 2023
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 2562-2226

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés dans tous les pays. La reproduction d'un extrait quelconque de ce texte, par quelque procédé que ce soit, tant électronique que mécanique, en particulier par photocopie et par microfilm, est interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur.
© Centre d'analyse politique : Constitution et fédéralisme, 2023.

Une étude des plans de cours et des examens de synthèse en politique canadienne : L'apport des chercheurs francophones laissé de côté

Jean-François Daoust, Université de Sherbrooke
Alain-G. Gagnon, Université du Québec à Montréal
Thomas Galipeau, University of Toronto

Traduction française. Pour citer l'original :

Daoust, J. F., Gagnon, A. G., & Galipeau, T. (2022). Language Matters: The Study of Canadian Politics through an Exploration of Syllabi and Comprehensive Exams. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, vol. 55, no 4, 897-915.

Texte traduit par Jean-François Daoust, Alain-G. Gagnon et Thomas Galipeau. Cet article est la version en langue française de : Jean-François Daoust, Alain-G. Gagnon et Thomas Galipeau. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 55 (4). Copyright © The Author(s), 2022. Publié par Cambridge University Press pour le compte de la Canadian Political Science Association / Association canadienne de science politique et de la Société québécoise de science politique. Tous droits réservés.

Résumé

La représentation des deux principaux groupes linguistiques au Canada dans l'enseignement de la politique canadienne est déterminante, mais nous en savons encore trop peu sur le sujet. Dans cet article, nous analysons la sous-représentation systémique des auteurs francophones en politique canadienne. En compilant les données de 351 plans de cours dans 42 universités canadiennes ainsi que les données des listes de lecture de l'examen de synthèse au doctorat dans le champ de la politique canadienne, nous arrivons à la conclusion que les auteurs francophones sont systématiquement sous-représentés (quand ils ne sont pas totalement absents). Environ 38% des cours de politique canadienne n'incluent aucun auteur francophone dans leur liste des lectures obligatoires. Bien que leur représentation soit légèrement meilleure pour l'examen de synthèse, nous constatons que les francophones demeurent systématiquement sous-représentés à tous les niveaux. Nos résultats suggèrent que la politique canadienne n'est pas un champ favorisant l'inclusion des divers savoirs et que cela entraîne des conséquences importantes pour les professeurs et étudiants actuels de même que pour la discipline en général compte tenu du fait que les étudiants qui composeront le corps professoral de demain dans les universités canadiennes auront été formés à partir d'une vision partielle et partielle de la réalité.

Mots-clés : Politique canadienne ; représentation ; langue ; science politique ; enseignement supérieur

Introduction

En 1945, Hugh MacLennan a publié un roman au titre évocateur : « Deux solitudes ». Cette expression résume bien l'idée d'une absence de communication et de compréhension ou d'une méconnaissance entre anglophones et francophones au Canada. Plus de 60 ans après la publication du roman de MacLennan, François Rocher (2007) a publié « The end of the 'two solitudes'? The presence (or absence) of the work of French-speaking scholars in Canadian Politics » et a fait état du peu d'échanges entre les universitaires francophones et anglophones dans le champ de la politique canadienne. Rocher a montré que les références aux chercheurs francophones étaient systématiquement absentes (ignorées ou exclues) de la production scientifique des chercheurs anglophones. Les conclusions auxquelles Rocher arrive remettent directement en question l'existence d'une science politique inclusive et exhaustive au Canada. Le constat d'échec quant à l'atteinte d'un tel objectif conduit à une représentation faussée ou déformée du travail scientifique au Canada et donne une place démesurée aux questions considérées comme pertinentes par la communauté universitaire anglophone (au détriment des sujets traités par les universitaires francophones, mais aussi par ceux d'autres communautés, dont les Peuples autochtones).¹

Dans cet article, nous avançons l'hypothèse que la sous-représentation systémique des universitaires francophones en politique canadienne (malgré, comme nous le verrons, l'existence et la disponibilité de leurs travaux en langue anglaise) est un phénomène profondément enraciné dans les universités canadiennes. Il y a lieu de réitérer que nous nous concentrons spécifiquement sur la langue des auteurs. Pour vérifier notre hypothèse, nous nous sommes appuyés sur deux bases

¹ Nous tenons à remercier quatre réviseurs anonymes de la Revue canadienne de science politique pour leurs commentaires et suggestions. Nous remercions tout particulièrement Stéphanie Chouinard (Collège militaire royal, Kingston), Luc Turgeon (Université d'Ottawa), Brian Tanguay (Université Wilfrid Laurier) et Ruth Dassonneville (Université de Montréal) pour leurs suggestions très utiles et leur esprit critique. Nous avons aussi bénéficié du travail de David Bélanger pour la cueillette des données essentielles au présent projet. Nous sommes également reconnaissants envers Nicole McMahon, Christopher Alcantara et Laura B. Stephenson qui ont rendu accessible au grand public l'ensemble des données utilisées pour leur excellent article portant sur l'examen de synthèse en politique canadienne ce qui nous a permis de réaliser la deuxième étude pour cet article. Un merci à la School of Social and Political Science de l'Université d'Édimbourg et à la Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes de l'Université du Québec à Montréal pour leur appui soutenu, sans oublier la subvention obtenue du Programme de soutien à la recherche du Secrétariat du Québec aux relations canadiennes. Un dernier mot de remerciement à François Rocher pour avoir ouvert ce champ de recherche crucial pour l'avènement d'une communauté de science politique aussi ouverte et accueillante que possible. Toute erreur serait de la responsabilité des auteurs seulement.

de données. Premièrement, nous avons construit une base de données originale composée de 351 plans de cours utilisés dans 42 universités canadiennes (anglophones, francophones et bilingues) à l'échelle du pays. Deuxièmement, nous nous appuyons sur la base de données créée par McMahon et al. (2020) sur les listes de lecture pour les examens de synthèse en politique canadienne. Cette façon de procéder nous a permis de voir comment les étudiants de premier et deuxième cycles sont confrontés à différentes réalités lorsqu'on leur enseigne la politique canadienne.

Nos résultats indiquent un manque d'inclusivité et d'exhaustivité dans le domaine de la politique canadienne. Les auteurs francophones sont, malgré la diffusion de leurs recherches dans des publications de langue anglaise (qui sont donc accessibles aux chercheurs unilingues anglophones), systématiquement sous-représentés ou absents dans les lectures obligatoires des cours de politique canadienne ainsi que dans les examens de synthèse. Les universitaires transmettent donc une conception partielle des questions qui devraient être couvertes par les lectures essentielles en politique canadienne alors que ces textes clés identifient par ailleurs les questions normatives considérées comme étant les plus importantes, ou les approches les plus pertinentes et les réponses les plus appropriées.

Ces résultats en disent long sur les conceptions actuelles de la politique canadienne par les membres du corps professoral au sein des départements et des universités et montrent que de nombreuses cohortes d'étudiants (qui seront les professeurs, les fonctionnaires et professionnels de demain) ont été formées sur la base d'une représentation fragmentaire du domaine. Ces personnes reproduiront probablement inconsciemment cette vision tronquée du monde. Bien qu'il reste encore beaucoup de travail à faire sur l'étude de la représentation de différents groupes dans les universités canadiennes (par exemple, les femmes, les Autochtones, les personnes de couleur, etc.), nous croyons que nos résultats sont importants et soulèvent des inquiétudes légitimes. Ils montrent aussi que les approches intersectionnelles en politique canadienne devraient inclure la langue dans leur analyse.

La politique canadienne, la discipline et l'importance de la langue

Le bilinguisme est un élément clé de l'identité canadienne, le Canada ayant adopté la Loi sur les langues officielles il y a plus de cinquante ans (Chouinard 2021). Bien que les gouvernements ne respectent pas toujours les exigences de la loi (Chouinard et Normand 2020) et que les représentants élus n'adoptent pas toujours des opinions conformes à l'esprit de cette loi, les recherches sur l'opinion publique montrent un soutien assez fort en faveur du bilinguisme à travers le Canada, malgré des variations régionales (Dufresne et Ruderman 2018 ; MacMillan 2021). En plus de sa forte valeur symbolique, le bilinguisme et la présence de la langue française (ou, plus largement, la représentation des francophones) sont importants dans la vie politique canadienne (Gagnon 2013). Après tout, les citoyens francophones forment toujours plus d'un cinquième de la population, ce qui constitue une présence politique substantielle. Les enjeux associés à la langue sont importants au Québec, mais aussi pour les minorités francophones dans le reste du Canada (Belliveau 2021 ; Zaninetti 2013). De plus, le bilinguisme est au cœur de plusieurs enjeux pancanadiens, comme la nomination des juges à la Cour suprême du Canada, la nomination du gouverneur général du Canada ou le processus de promotion au sein de la fonction publique fédérale (Proulx 2021).

Dans l'ensemble, le Canada reconnaît que le français (et la représentation des citoyens francophones) est essentiel à la diversité dans la vie quotidienne de nombreux Canadiens, et les spécialistes des sciences sociales (politologues, sociologues, économistes, etc.) indiquent clairement que des analyses intégrant la langue sont cruciales pour comprendre une société. Il est donc raisonnable de s'attendre à ce que les établissements d'enseignement supérieur, en particulier les universités qui font de la recherche, valorisent le travail des universitaires francophones et anglophones dans leur effort pour mieux comprendre la réalité canadienne. Il est également raisonnable de s'attendre à ce que les spécialistes de la politique canadienne soient particulièrement sensibles à l'importance de la représentation des universitaires des deux langues officielles dans le façonnement de la politique canadienne puisqu'il s'agit d'un élément marquant de la vie politique canadienne.

Nous nous attendons à ce que des universitaires francophones soient bien au fait de la production scientifique de leurs collègues anglophones. De même, nous devrions nous attendre à ce que les universitaires anglophones soient tout autant informés de la production scientifique de leurs collègues francophones. Cette idée est en accord avec les propos de Marland (2017) au sujet de la *Revue canadienne de science politique/Canadian Journal of Political Science* en sa qualité de principale revue de science politique au Canada. Entre autres choses, Marland souligne que la revue s'est engagée en faveur du bilinguisme. Cet engagement s'exprime notamment « dans son titre officiel ; en tant que copublication sous l'égide de l'Association canadienne de science politique (ACSP) et de la Société québécoise de science politique (SQSP) ; la nomination de corédacteurs anglophones et francophones ; un comité éditorial spécifique pour les articles soumis en anglais et en français ; la publication d'articles dans l'une ou l'autre langue ; et l'exigence de résumés dans les deux langues » (Marland 2017 : 82). O'Neill (2020) et Papillon et al. (2020) ont également abordé la mission de la revue et certains éléments complémentaires concernant la langue. Sur le plan normatif, il semble très difficile de contester les affirmations selon lesquelles la science politique canadienne devrait viser à être plus inclusive et que négliger une communauté importante du pays ne nous rapprochera pas de cet objectif.

Dans le présent article, nous nous concentrons sur la question de la langue de diffusion utilisée par les universitaires, mais il convient de noter que nous pourrions appliquer le même raisonnement à la représentation de différents groupes, comme les femmes et les Peuples autochtones (Choquette 2017 ; Dion et Mitchell 2020 ; Everitt 2021 ; Hardt et al. 2019 ; Kim 2017). Comme dans le cas d'autres groupes, l'une des raisons normatives les plus importantes pour encourager les chercheurs en politique canadienne à inclure le travail effectué par les locuteurs de l'autre langue officielle est d'enrichir leurs propres résultats. En agissant ainsi, la communauté canadienne de science politique pourrait avoir une image plus précise de son objet d'étude, de la façon dont les sujets sont scrutés et des réponses les plus courantes aux grandes questions de recherche. En bref, faire entrer dans la conversation la langue des universitaires (locuteurs anglophones ou francophones) dont les travaux sont à l'étude à l'éducation supérieure nous semble crucial à la production en politique canadienne qui soit à la fois inclusive et systématique.

La représentation peut prendre différentes formes. Dans cette recherche, nous soutenons que les lectures assignées dans les cours de politique canadienne et les examens de synthèse sont des composantes essentielles de la représentation pour plusieurs raisons. Premièrement, l'absence de représentation francophone diminuerait la sensibilisation des étudiants aux différentes perspectives en politique canadienne. Deuxièmement, les plans de cours et les lectures assignées pour les examens de synthèse sont parmi les outils de socialisation les plus importants. Si les étudiants sont formés avec des carences importantes, les perspectives sous-représentées demeureront probablement dans l'angle mort de ces étudiants lorsque ceux-ci deviendront les professeurs de demain. Tolley (2020 : 47) résume très bien ces deux points lorsqu'elle a noté que les manuels « structurent la compréhension de la discipline chez les étudiants et indiquent quels sujets sont importants. » Nous sommes tout à fait d'accord avec son analyse. Troisièmement, une exposition limitée aux sujets et aux travaux portant sur la politique canadienne pourrait affecter le nombre de citations, lesquelles sont hautement pertinentes à la visibilité d'un texte ou à l'avancement d'une carrière. Quatrièmement, l'exposition des étudiants, particulièrement ceux au premier cycle, à des chercheurs auxquels ils peuvent s'identifier pourrait favoriser leur intérêt pour un sujet particulier et influencer leur attitude à l'égard de leur réussite scolaire (Gillooly et al. 2021).

Bien que de nombreuses recherches aient porté sur l'analyse des plans de cours dans différentes disciplines,² nous en savions encore très peu sur la façon dont la politique canadienne est enseignée et presque rien sur les auteurs assignés comme lectures obligatoires. Récemment, Tolley (2020) a apporté une contribution importante en analysant la représentation des immigrants et des minorités dans cinq grands manuels de science politique publiés en anglais. Elle a constaté que ce sujet est sous-représenté et qu'il est généralement mis un peu pêle-mêle (ou « confiné ») dans un chapitre consacré à la diversité (voir le tableau 3 du texte de Tolley). Comme nous l'avons mentionné en introduction, Rocher (2007) a également examiné des manuels de politique canadienne (publiés entre 1995 et 2005). Dans son étude, il illustre que l'usage des citations et des contributions des auteurs de la politique canadienne n'est ni inclusif ni exhaustif en raison de la sous-représentation des universitaires francophones. En d'autres termes, il existe deux solitudes linguistiques dans l'étude de la politique canadienne.

² Parmi les exemples récents des plans de cours, citons Hardt et al. (2019), Diamant et al. (2018) et Harris et al. (2020).

De plus, McMahon et ses collègues (2020) ont examiné les listes de lecture pour les examens de synthèse en politique canadienne au niveau doctoral. En se concentrant sur le contenu de ces listes, les auteurs ont conclu que, contrairement à ce qui est généralement attendu dans le domaine, il y a un niveau élevé de variation, ce qui suggère que la base commune de connaissances est limitée. Nous discuterons de leur étude plus en détail et explorerons davantage l'ensemble de leurs données dans notre rapport sur l'étude 2 ci-dessous. Murphy et Wigginton (2020) se sont également intéressés aux examens de synthèse, mais en mettant l'accent sur les relations internationales et les revues universitaires qui ont été sélectionnées pour les listes de lecture correspondantes. Les auteurs ont conclu que « les RI [relations internationales] canadiennes continuent de perpétuer l'anglonormativité *au sens large* » (Murphy et Wigginton 2020 : 22).³ Enfin, Joanna Everitt (2021) a consacré son récent discours présidentiel devant les membres de l'Association canadienne de science politique (ACSP) au problème des « absences académiques » et a soulevé des questions fondamentales sur ce sujet. En se concentrant sur les personnes impliquées dans l'association et les départements de science politique, elle a montré que certains groupes traditionnellement sous-représentés deviennent plus présents, bien qu'ils soient toujours sous-représentés et qu'ils soient généralement chargés d'un travail moins visible. Everitt (2021) mentionne que la langue est ce qui divisait auparavant l'ACSP. Malgré l'importance de son travail, Everitt elle-même n'intègre pas la langue dans sa perspective intersectionnelle (le mot « langue » apparaît deux fois dans l'ensemble de son discours présidentiel), ce qui, selon nous, constitue une limitation majeure.

Dans l'ensemble, nous avons besoin de plus de recherches pour avoir une meilleure idée de la façon dont la politique canadienne est enseignée, à tous les niveaux, dans tout le pays, et nous espérons que notre travail constituera un pas supplémentaire dans cette direction. Comme nous l'avons déjà mentionné, nous ne croyons pas que la langue soit la seule caractéristique qui compte. Néanmoins, nous sommes d'avis qu'elle est cruciale. Mais qu'est-ce qui constituerait une représentation équitable en termes de langue ? Que devrions-nous attendre d'un ensemble inclusif et exhaustif de lectures sur la politique canadienne ? Ces questionnements sont importants et les réponses à ces derniers permettront d'établir un point repère afin de mesurer l'évolution de la représentation des francophones dans l'enseignement de la science politique canadienne.

³ Sur la question de « l'américanisation » de la science politique canadienne, voir les analyses d'Albaugh (2017) et d'Héroux-Legault (2017).

Idéalement, nous aurions accès à un indicateur mesurant la proportion des travaux publiés en politique canadienne et produits par des francophones sur l'ensemble des recherches dans la discipline. Mais cette mesure n'existe pas et il n'est pas possible de l'obtenir. Nous croyons toutefois qu'il est raisonnable de s'attendre à une proportion d'auteurs francophones à peu près proportionnelle à la population, soit environ 23 % (Commissariat aux langues officielles, 2016). Pour avoir une meilleure idée de la représentation des chercheurs francophones associés à la production scientifique des travaux en politique canadienne, nous avons examiné les publications dans la revue phare de la discipline, la *Revue canadienne de science politique* (RCSP), de 2000 à 2022. Sur les 823 recherches que nous avons codées, 87 % ont été publiées en anglais et 13 % en français. Si l'on se concentre uniquement sur les travaux publiés en anglais pour des raisons liées aux barrières linguistiques potentielles que nous abordons dans le paragraphe suivant, 21 % des recherches comprennent au moins un auteur francophone.⁴ Ce chiffre est très proche de celui de la population globale. Si l'on se concentre sur la période 2017-2019, qui est l'échéance pour laquelle nous avons recueilli des données dans l'étude 1, cette proportion passe à 36 % (toujours uniquement pour les publications en anglais). En incluant les travaux publiés en français, on augmente bien sûr la proportion des travaux en politique canadienne publiés par des francophones, qui correspond à 31 % pour la période 2000-2022 et à 39 % pour le segment 2017-2019. En somme, plusieurs indicateurs pourraient être utilisés, et les données de la *RCSP* suggèrent que l'utilisation de la population générale comme référence est plutôt conservatrice. Nous utilisons donc cette proportion comme référence clé, mais nous comparons également nos résultats avec d'autres tirés de notre analyse quantitative des textes publiés dans la *RCSP* (mentionnés ci-haut). Notre principale conclusion reste inchangée, quel que soit l'indicateur utilisé : les chercheurs francophones sont systématiquement sous-représentés et parfois totalement absents.

On pourrait être tenté de soulever la question de la barrière linguistique, car les universitaires anglophones ne sont peut-être pas aussi bilingues que leurs collègues francophones et ne seraient donc pas en mesure de lire les ouvrages publiés par ces derniers. Cette barrière potentielle est une considération importante qui doit être prise en compte. Cependant, nous croyons qu'il est très peu probable que la barrière linguistique soit une raison majeure de la sous-représentation potentielle

⁴ Pour en savoir plus sur la façon dont nous avons codé les universitaires anglophones et francophones, voir la section Données et indicateurs de l'étude 1.

des universitaires francophones dans les lectures assignées en politique canadienne. Premièrement, de nombreux manuels pour lesquels l'équipe de coauteurs comprend des francophones sont publiés ou traduits en anglais. Ils sont facilement accessibles aux universitaires anglophones. Deuxièmement, et surtout, il existe des incitations structurelles claires pour les chercheurs à publier en anglais — notamment les promotions, la visibilité et les citations (Imbeau et Ouimet 2012). Le résultat est que même les personnes qui considèrent le français comme leur première langue publient généralement en anglais. Il y a près de dix ans, Cornut et Roussel (2012) ont constaté une augmentation de la proportion de publications scientifiques en anglais produites par les francophones. De plus, Rocher et Stockemer (2017) ont montré que même les personnes ayant le français comme langue maternelle (c'est-à-dire les plus susceptibles de publier en français) ont peu tendance à publier exclusivement ou substantiellement en français. Plus précisément, la probabilité pour un francophone de publier exclusivement en français n'est que de 4,2 %, et la propension à voir une forte proportion de ses travaux publiés en français n'est pas très élevée non plus, à 24,8 % (Rocher et Stockemer 2017 : 111). En d'autres termes, les universitaires francophones publient beaucoup plus en anglais qu'en français. Au Canada, comme ailleurs dans le monde occidental, l'anglais est devenu la *lingua franca* de la science politique (Blais 2018), surtout chez les jeunes universitaires (Stockemer et Wigginton 2019).

Cependant, nous sommes d'accord avec Rocher (2007) pour dire que, même si la barrière linguistique jouait un rôle, cet argument serait un argument très faible de la part de chercheurs en sciences sociales qui s'intéressent aux individus et à leurs interactions dans la société. Cette idée est également réitérée par Godbout (2017) qui affirme que nous devrions nous attendre à ce que les collègues anglophones interagissent avec les travaux et les intérêts de recherche des francophones. Dans la prochaine section, nous nous tournons vers notre première étude, qui porte sur la représentation des francophones et des anglophones dans les plans de cours en politique canadienne, avant d'examiner les examens de synthèse dans l'étude 2.

Étude 1 : plans de cours en politique canadienne

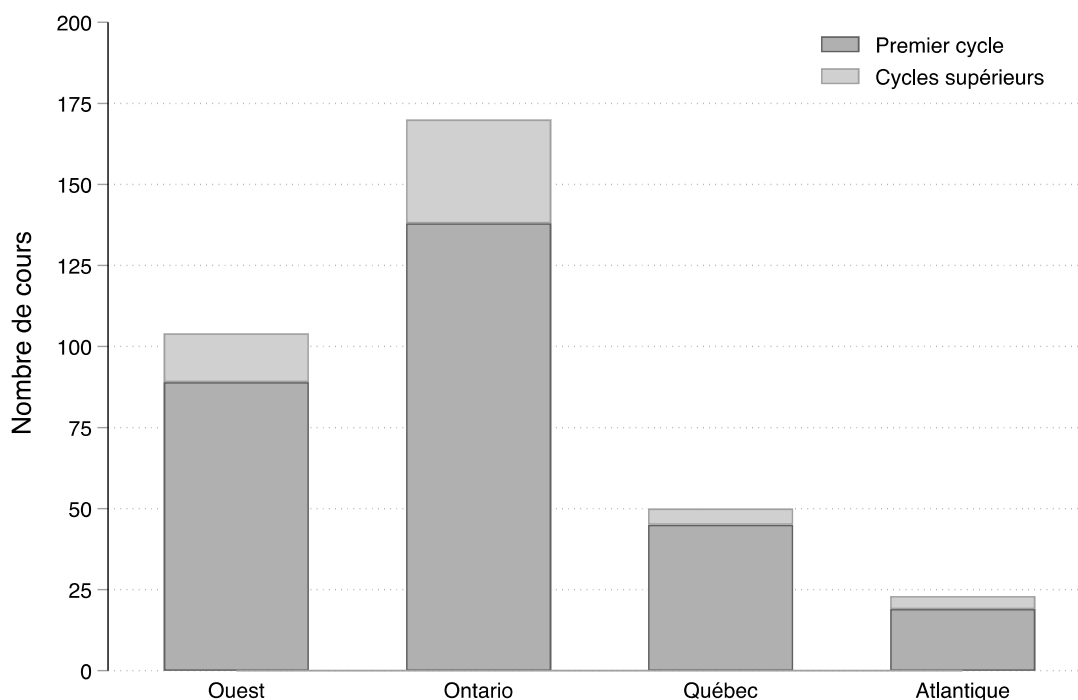
Données et indicateurs

Pour l'étude 1, nous avons construit une base de données originale. Notre objectif en recueillant les données était d'inclure le plus grand nombre possible de cours en politique canadienne dans le plus grand nombre possible d'universités à travers le pays. Nous nous sommes concentrés sur les départements/écoles les plus pertinents de chaque université en incluant celui qui est le plus proche du champ de la science politique. Nous avons couvert les cours généraux de politique canadienne tels que l'Introduction à la politique canadienne, mais nous avons également inclus des sujets plus avancés, généralement des cours optionnels (par exemple, la politique autochtone, l'administration publique au Canada, etc.) ainsi que des cours axés sur la politique provinciale, tels que la politique de l'Alberta, la politique de l'Ontario ou la politique québécoise. Nous avons également inclus les cours les plus récents (c'est-à-dire de l'année universitaire la plus récente), tant au niveau du premier cycle que des cycles supérieurs.

Nous avons d'abord consulté le site web de chaque institution pour télécharger les plans de l'année académique la plus récente. Lorsque cela était possible, nous n'avons pas contacté l'université, car nous avons eu accès à tout le matériel nécessaire. Lorsque nous n'avons pas trouvé les plans de cours, nous avons contacté les départements/écoles. Nous l'avons fait avec l'approbation éthique de la School of Political and Social Science de l'Université d'Édimbourg. Conformément aux directives éthiques de l'institution (qui prévoient de garantir l'anonymat aux professeurs et aux institutions qui ont partagé leurs plans de cours avec nous), nous avons anonymisé les noms des universités dans nos analyses — ce qui est notamment la même approche que celle utilisée par McMahon et al. (2020). La plupart des administrations ont été très réceptives à notre demande d'information. Cela dit, certaines institutions n'ont pas voulu partager leurs plans de cours pour différentes raisons ou n'ont tout simplement pas répondu à nos messages (et à nos rappels). Dans l'ensemble, nous avons pu recueillir des données pour 42 universités canadiennes. La plupart des grandes universités sont incluses. La majorité (30 sur 42) sont des universités anglophones, six sont des institutions francophones et six autres sont bilingues. Cette base de données n'est pas

parfaite, mais elle couvre une forte proportion des universités canadiennes.⁵ Une vue d'ensemble de la base de données est présentée à la figure 1, laquelle répertorie le nombre de cours (pour le premier cycle et les cycles supérieurs) par région.⁶

Figure 1. Nombre de cours de premier cycle et de cycle supérieur par région (étude 1)



En tout, nous avons répertorié un total de 351 cours offerts dans un ensemble de 42 universités. Chaque cours comporte environ 25 lectures obligatoires dans son syllabus. Au total, nous avons codé 9 388 lectures obligatoires. Nous nous sommes concentrés sur ces lectures, ce qui signifie que nous n'avons pas inclus les lectures « complémentaires », « additionnelles » ou « facultatives ». Nous pensons qu'il est raisonnable de supposer que les lectures obligatoires sont considérées comme plus importantes (du point de vue des enseignants, mais aussi en ce qui concerne la socialisation des étudiants dans une discipline donnée) que les lectures complémentaires. Il y a une certaine variation dans le type de lectures proposées dans les plans de

⁵ En comparaison, d'autres recherches ont tiré des conclusions et des implications importantes à partir d'échantillons sensiblement plus petits en terme de nombre de cours examinés et de nombre de lectures (de Laa et Stokes 2021 ; Millard-Ball et al. 2021 ; Skitka et al. 2021).

⁶ Les régions sont définies comme suit : l'Ouest du Canada, l'Ontario, le Québec et la région atlantique.

cours en politique canadienne, ce qui a un impact sur le nombre total de lectures que nous avons codées. Certains cours peuvent n'avoir qu'une seule lecture (par exemple, un manuel écrit par un seul auteur), d'autres peuvent assigner un ouvrage collectif utilisé tout au long du cours, et certains n'ont pas de manuels et se concentrent sur des articles. Nous ne pensons pas que cette variation soit un problème pour notre analyse, car nous n'avons aucune raison de penser que le nombre de lectures assignées et d'auteurs utilisés par cours soit systématiquement corrélé avec la représentation des auteurs francophones.

Nous avons codé les informations suivantes pour chaque lecture : nombre d'auteurs, s'il y avait au moins un francophone parmi eux, la proportion de francophones parmi eux et l'année de publication. De plus, nous avons codé chaque chapitre assigné indépendamment lorsqu'un ouvrage collectif a été utilisé tout au long d'un cours donné. Ainsi, dans notre base de données, un même ouvrage collectif peut avoir des auteurs francophones et anglophones.⁷ Le codage a été effectué manuellement par les auteurs et avec l'aide d'un assistant de recherche. Pour ce qui concerne la variable clé, à savoir si un auteur est francophone ou anglophone (c'est-à-dire si sa langue maternelle⁸ est le français ou l'anglais), nous n'avons eu aucun doute dans la grande majorité des cas, sur la base de nos connaissances personnelles et d'informations facilement accessibles (prénom, nom, institution actuelle et lieu d'obtention du doctorat, de la maîtrise et du baccalauréat). Dans les quelques cas où nous avons un doute, c'est-à-dire moins de 10 % des auteurs, nous avons discuté au sein de notre groupe de coauteurs ou fait appel à notre réseau (notamment des personnes de l'institution où enseignent les auteurs pour lesquels nous avons un doute). Dans la plupart des cas, nous avons alors pu obtenir une réponse qui a généralement confirmé le langage attendu par le codeur. Lorsque nous n'avons pas pu coder un auteur en tant que francophone ou anglophone, nous l'avons inscrit comme valeur manquante dans la base de données. Ces cas représentent moins de 3 % du total des entrées. Dans l'ensemble, il s'agit d'une méthode imparfaite, mais nous sommes convaincus que nous sommes systématiquement exacts et

⁷ Par exemple, si dix chapitres sont assignés en tant que lecture obligatoire dans un ouvrage collectif, nous aurons dix entrées différentes (c'est-à-dire des lectures) dans notre base de données pour ce cours. Si cinq chapitres comprennent au moins un francophone et que cinq n'en comptent aucun, nous aurons une moyenne globale de 50 %, même si l'auteur ou les éditeurs de l'ouvrage collectif n'incluent pas de francophones.

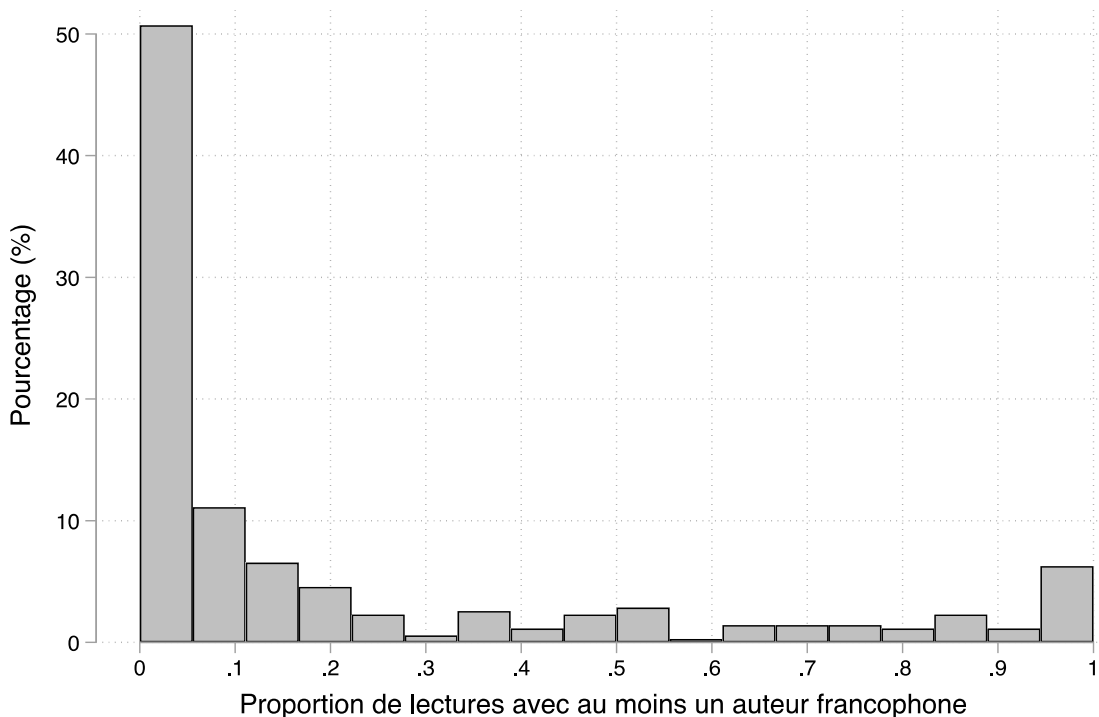
⁸ Nous suivons la définition de la langue maternelle utilisée par Statistique Canada (2022), c'est à dire celle qui : "désigne la première langue apprise à la maison dans l'enfance et encore comprise par la personne."

que, comme pour plusieurs études portant sur différentes variables telles que le sexe, il vaut la peine de mener une telle enquête malgré les (rares) erreurs potentielles.

Résultats

Nos principaux résultats pour l'étude 1 consistent en un ensemble de statistiques descriptives simples, mais cruciales. Tout d'abord, nous montrons la proportion globale de lectures assignées qui incluent au moins un auteur francophone. La figure 2 montre les distributions de la proportion d'au moins un francophone dans l'ensemble des 351 cours. L'histogramme indique des valeurs qui sont loin d'être normalement distribuées. Elles sont inclinées vers la gauche (valeurs plus faibles sur la proportion de lectures avec au moins un auteur francophone). En fait, la valeur modale, c'est-à-dire la valeur la plus fréquente parmi toutes les observations, est 0, alors que 38 % de l'échantillon (N=133) ont un score de 0 %.

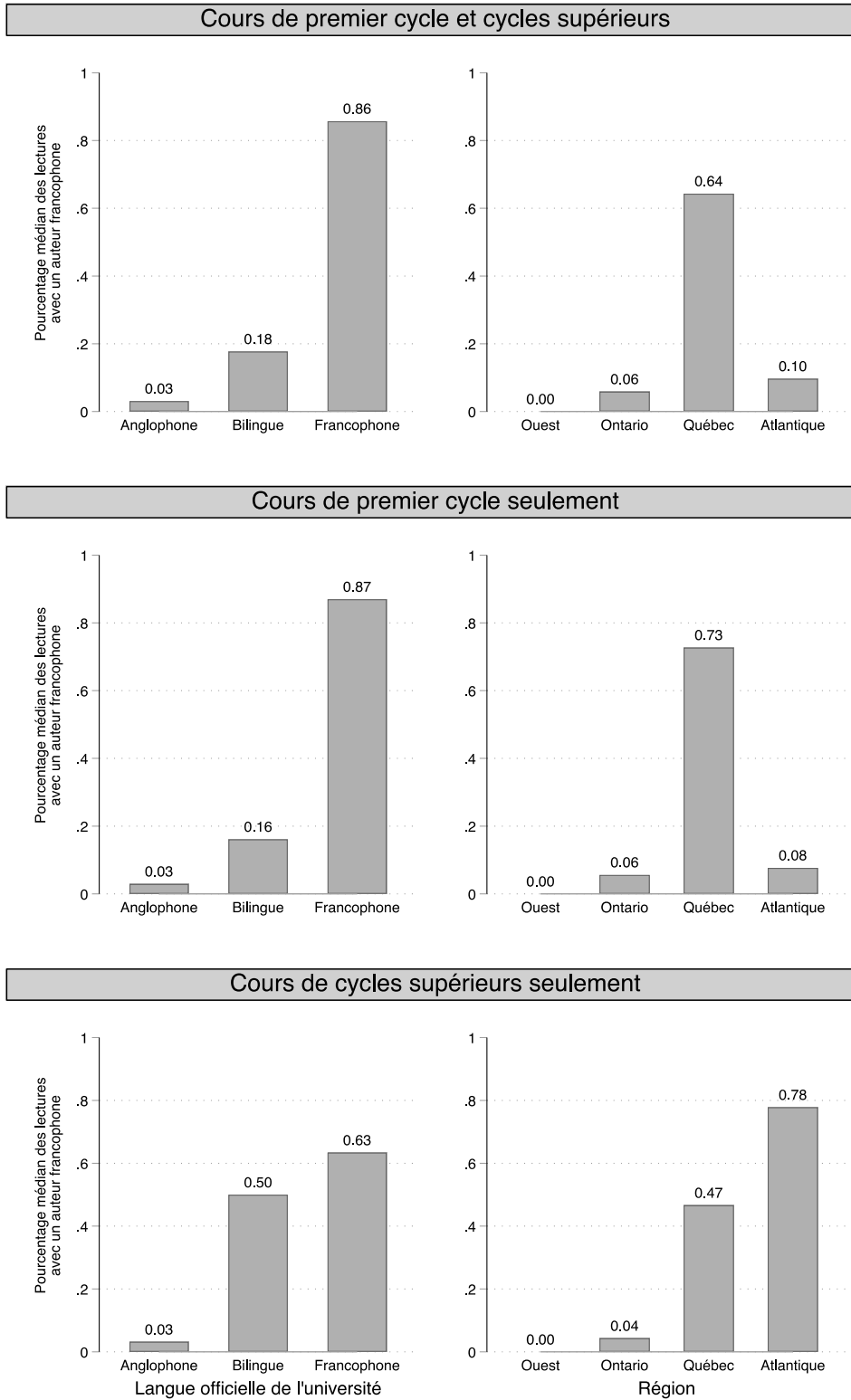
Figure 2. Proportion de lectures obligatoires comportant au moins un auteur francophone dans les cours de politique canadienne (N=351)



Compte tenu de la distribution présentée à la figure 2, il est beaucoup plus judicieux d'examiner la médiane que la moyenne. Dans son ensemble, la médiane est de 0,05. C'est-à-dire que la moitié des cours comprend moins de 5 % de lectures avec au moins un auteur francophone, et l'autre moitié des cours comprend plus de 5 % de telles lectures. Une autre façon d'examiner les résultats est de considérer le nombre de cours pour lesquels au moins un cinquième des lectures comprend un auteur francophone. Cette proportion correspond à environ 28 % (soit 100 cours sur 351). En considérant un seuil d'inclusivité plus élevé, tel que 31 %, correspondant à la proportion d'auteurs francophones inclus dans les publications de la *RCSP* (2000-2022, voir la section précédente), seuls 24 % (N=85) des cours atteindraient ce seuil. Il s'agit là d'une vue d'ensemble, mais nous présentons les résultats pour les sous-groupes basés sur la langue et les régions de l'institution dans la figure 3 ci-dessous.

Lorsque nous combinons les cours de premier et de deuxième cycles, le premier panneau de la figure 3 montre les proportions médianes de lectures ayant au moins un auteur francophone. Il est donc clair que la langue de l'établissement a une grande importance. La médiane est de 0,03 dans les établissements anglais, de 0,18 dans les établissements bilingues et de 0,86 dans les établissements français. Il est très difficile de ne pas avoir à l'esprit les « deux solitudes » en analysant ces chiffres. Les analyses par région montrent également un écart énorme. Par exemple, dans l'Ouest, la médiane est de 0; en Ontario, elle est de 0,06; dans l'Atlantique elle est de 0,10; et 0,64 au Québec. Les deuxième et troisième panneaux de la figure 3 affichent les résultats pour les cours de premier et de deuxième cycles séparément. Les résultats sont similaires pour les cours de premier cycle. En ce qui concerne les cours de troisième cycle, il y a lieu de noter que nous avons peu de variance. Par exemple, la valeur pour le bilinguisme pour les cours de troisième cycle repose sur 7 cours, et il n'y avait que 4 cours dans notre base de données pour le troisième cycle dans la région atlantique.

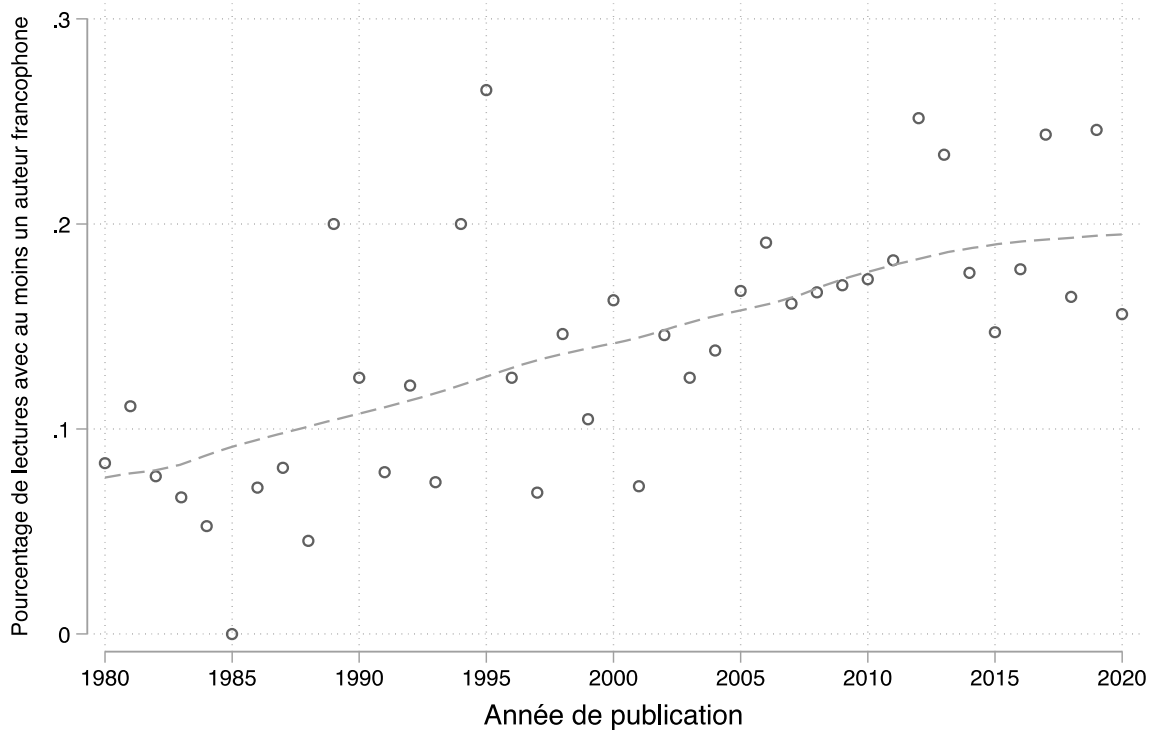
Figure 3. Proportion médiane de lectures comportant au moins un auteur francophone dans les cours de politique canadienne, selon la langue de l'université et la région



Que pouvons-nous déduire de ces résultats ? Nous croyons que ces données constituent une source importante d'information sur l'exposition des étudiants de premier cycle et des cycles supérieurs aux multiples cadres d'analyse et approches interprétatives en politique canadienne. La principale leçon à en tirer est qu'une nette majorité d'universités canadiennes doivent réviser leurs programmes d'études afin de créer un environnement plus inclusif. Toutefois, comme les lectures de 133 cours sur 351 n'incluaient *aucun auteur francophone*, nous pensons avoir des arguments forts démontrant clairement une sous-représentation des francophones (quand ils ne sont pas totalement absents). En plus de cette statistique, le fait que la moitié des cours a une proportion de lectures obligatoires d'auteurs francophones inférieure à 5 % est également très révélateur d'une sensibilité faible à la diversité des sources.

Sur une note légèrement plus optimiste, les lectures assignées publiées plus récemment ont des proportions plus élevées d'auteurs francophones. La figure 4 ci-dessous montre la proportion moyenne de lectures avec au moins un auteur francophone en fonction de l'année de publication. Des lectures assignées ont été publiées avant 1980. Cette année constitue notre point de départ, car c'est le moment à partir duquel nos données comprennent toujours plus de 10 lectures par an. La régression locale incluse permet d'identifier d'éventuelles tendances non linéaires (bien que la tendance soit assez linéaire depuis les années 1980). La proportion de lectures avec des auteurs francophones a constamment augmenté, passant d'environ 10 % à près de 17 %. Ce résultat est intéressant, mais nous ne sommes que légèrement optimistes pour deux raisons. Premièrement, un certain plateau sera probablement atteint, car les œuvres plus anciennes sont plus susceptibles d'être considérées comme « classiques » ou « incontournables » et auront donc plus de chances de rester dans les programmes. Deuxièmement, même la moyenne la plus élevée à la fin de la tendance, c'est-à-dire 17 %, est à peine une part juste des auteurs francophones, qui, comme mentionné ci-dessus, devrait être d'au moins un cinquième du total des sources. Cela étant, la tendance donne des signes encourageants.

Figure 4. Présence des auteurs francophones dans les plans de cours de politique canadienne, selon l'année de publication



Note : Chaque point de données représente la proportion moyenne de lectures avec au moins un francophone pour chaque année (1980-2020). Régression locale estimée à partir de la fonction `lpoly` (Stata 18).

Nous ne pouvons pas vérifier si une plus forte présence des auteurs français pour les travaux plus récents illustrés à la figure 3 est due à une plus grande sensibilisation et à des choix délibérés de la part des professeurs à travers le Canada ou si elle s'explique par une augmentation de la quantité de travaux publiés par des francophones (ou les deux). Cependant, en codant les publications de la RCSP de 2000 à 2022, nous avons constaté l'apparition de cette tendance au fil du temps. Comme le montrent les figures A1 et A2 de l'annexe, la proportion de travaux publiés dans la RCSP pour lesquels il y a au moins un auteur francophone a régulièrement augmenté au cours des deux dernières décennies. Par exemple, environ un quart des publications comprenaient un universitaire francophone au cours de la période 2000-2010. Cette proportion est passée à environ 36 % en 2011-2020. Par conséquent, une plus forte présence des francophones dans les travaux plus récents pourrait être due à une représentation accrue du côté de l'offre (c'est-à-dire une augmentation de travaux publiés dans le domaine).

Étude 2 : examens de synthèse en politique canadienne

Données et indicateurs

Dans la deuxième étude, nous utilisons la base de données de McMahon et al. (2020) qui est accessible au public. Les auteurs ont recueilli leurs données dans le cadre d'une recherche approfondie portant sur les examens de synthèse en politique canadienne. Le nombre d'universités est inférieur à celui de l'étude 1 (N=16 au lieu de 42), car seuls les établissements ayant un programme de doctorat ont pu être inclus. McMahon et al. (2020) ont examiné les listes de lecture pour les examens de synthèse des 16 institutions afin d'analyser s'il existe un corpus unifié en politique canadienne. Leur principale conclusion est que, contrairement à leurs attentes, il semble y avoir très peu de consensus sur ce que devraient être les connaissances communes de base dans le champ de la politique canadienne.

En ce qui concerne la langue, McMahon et al. écrivent que « les voix blanches, masculines et canadiennes-anglaises ont longtemps dominé la communauté universitaire au détriment des voix françaises, autochtones⁹ et d'autres minorités raciales et ethniques » (McMahon et al. 2020 : 95). Ils avancent également : « Bien que nous soyons un pays bilingue avec une association nationale bilingue, les listes de lecture ne l'étaient décidément pas ». Il y avait une moyenne de 184 lectures par liste ; dans le cas des universités hors du Québec, environ trois lectures par liste étaient rédigées en français. Ce nombre passe à environ 28 sur les listes des universités québécoises. Bien que McMahon et al. se concentrent sur la langue de la recherche et non sur celle des auteurs, leurs conclusions sont tout à fait conformes à l'idée générale d'une domination écrasante des universitaires anglophones (même au Québec) dans le domaine de la politique canadienne.

Grâce à la mise à disposition publique des données par McMahon et al., que nous remercions, nous avons pu élargir leur analyse en ajoutant une autre variable pour examiner si les lectures assignées comprenaient un auteur francophone. Nous avons utilisé la même approche que pour l'étude 1 afin de générer des informations pour cette variable. Nous avons également exclu les lectures pour

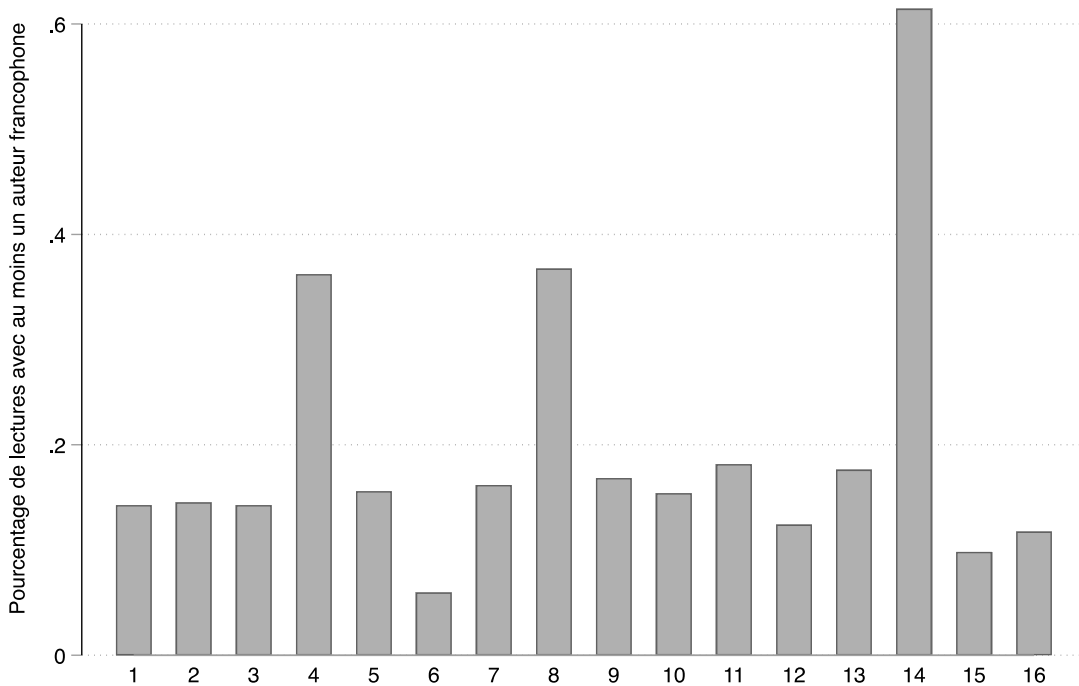
⁹ Voir Wallace (2022) pour une analyse approfondie de la représentation des Peuples autochtones dans les listes de lecture des examens de synthèse.

lesquelles il n'y avait pas d'auteur attiré, comme dans le cas des documents du gouvernement du Canada et ceux émanant des commissions officielles. Au total, nous avons recueilli l'information pour 2 894 lectures.

Résultats

Comme pour l'étude 1, le principal résultat repose sur une visualisation descriptive de la proportion de lectures comportant au moins un auteur francophone. La figure 4 montre ces résultats pour les 16 universités. Il y a trois valeurs aberrantes claires qui sont beaucoup plus élevées (.362, .367 et .614) que toutes les autres. Elles font monter la moyenne à 0,198. La médiane est plus basse, à 0,155. Bien que les résultats mettent en évidence la sous-représentation des universitaires francophones, nous devons noter qu'ils indiquent une meilleure représentation que dans l'étude 1 dans les programmes de politique canadienne.

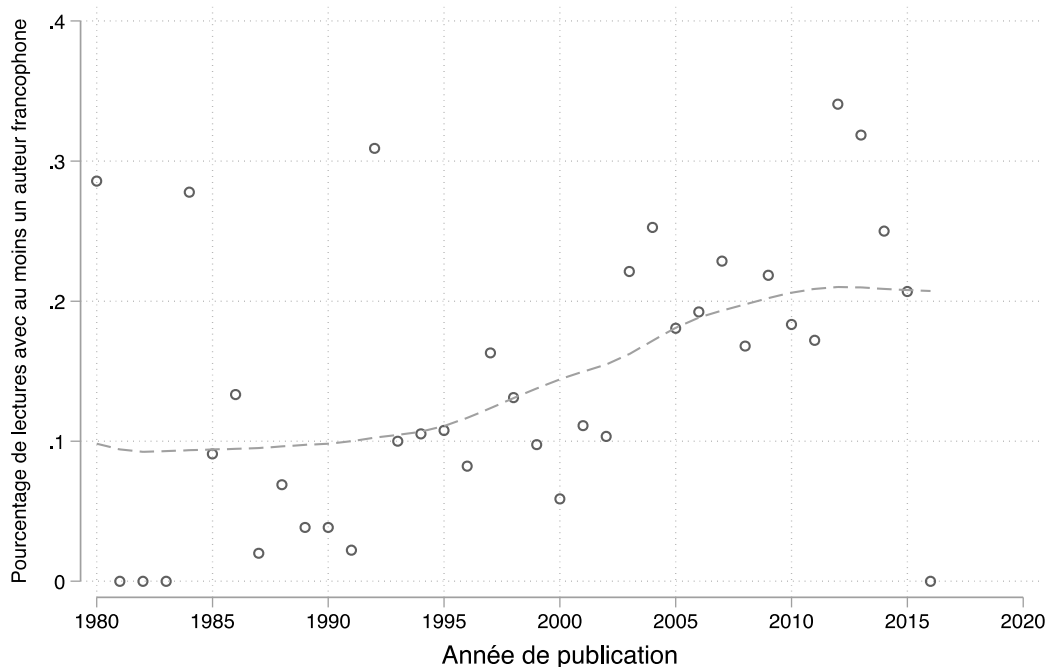
Figure 5. Représentation des auteurs francophones dans les listes de lecture des examens de synthèse



Note. Chaque barre représente une université anonyme. $N=16$, moyenne=.198, médiane=.155

Cela étant, si nous excluons les trois valeurs aberrantes, nous nous retrouvons avec 13 universités qui n'atteignent pas 20 % (ce qui est, comme nous l'avons vu précédemment, un seuil conservateur). Deux constats clairs s'imposent. Premièrement, la conclusion de l'étude 1, à savoir que les universitaires francophones sont systématiquement sous-représentés dans les lectures sur la politique canadienne, est toujours valable. Cependant, la proportion de lectures d'universitaires francophones dans les examens doctoraux est plus élevée que celle des lectures dans les plans de cours de politique canadienne. Comme c'était le cas dans l'étude 1, nous constatons également dans l'étude 2 que les travaux publiés plus récemment sont plus susceptibles d'inclure au moins un auteur francophone. Nous avons inclus les années 1980 à 2017 parce qu'elles comportent toujours plus de 10 observations par année. Nous avons présenté les résultats dans la figure 6 (avec une régression locale, permettant des modèles non linéaires). Comme indiqué ci-dessous, la tendance est étonnamment similaire à celle que nous avons trouvée dans l'étude 1, commençant à environ .1 et augmentant jusqu'à presque .2. Pour les raisons détaillées dans l'étude 1, cette tendance est encourageante, mais appelle à un optimisme modéré.

Figure 6. Proportion de lectures avec un auteur francophone, selon les années de publication



Note : Chaque point de données représente la proportion moyenne de lectures avec au moins un francophone pour chaque année (1980-2017). Régression locale estimée à partir de la fonction `lpoly` (Stata 18).

Discussion et implications

Nous croyons qu'il est important de comprendre comment la politique canadienne est enseignée en tant que discipline. Ce qui est enseigné peut avoir un impact considérable sur les étudiants de premier et deuxième cycles. Entre autres, une exposition qui ne respecte pas les différentes perspectives favorisant la représentation de certains groupes d'universitaires en science politique aura un impact sur leur vision de la discipline lorsqu'ils travailleront sur leur mémoire de maîtrise ou leur thèse de doctorat et lorsqu'ils formeront la nouvelle génération de professeurs dans les universités canadiennes. Cependant, nous en savons encore trop peu sur la façon dont la politique canadienne est enseignée. Il y a eu quelques travaux comme ceux de Tolley (2020) et Everitt (2021), qui ont permis de mieux comprendre divers angles morts de la discipline.¹⁰ Cependant, à notre connaissance, il n'existe pas d'analyse systématique qui intègre des informations sur la langue — et qui permettraient d'approfondir les conclusions de Rocher (2007).

En se concentrant sur la langue, cet article souhaite contribuer à une meilleure compréhension de la façon dont nous enseignons la politique canadienne. Les quelques recherches qui ont adopté jusqu'à présent une approche intersectionnelle pour étudier la représentation dans le domaine de la politique canadienne n'ont pas, à notre avis, considéré sérieusement la question de la langue. Ces auteurs ont apporté des contributions très significatives, notamment en ce qui concerne la représentation des femmes, des immigrants et des Peuples autochtones, mais nous n'avions toujours pas d'analyse approfondie de la représentation liée à la langue.

Nous avons tenté de combler cette lacune en présentant deux études l'une portant sur les lectures obligatoires assignées aux étudiants en politique canadienne et l'autre sur la représentation des auteurs francophones dans ce domaine. Tout d'abord, dans l'étude 1, nous avons construit une base de données originale à partir des cours en politique canadienne dans 42 universités canadiennes. Les résultats sont très clairs : les auteurs francophones sont soit complètement absents (0 % étant, de loin, le cas le plus typique — se reporter à la Figure 2), soit sous-représentés. Nous pouvons donc conclure qu'il y a une sous-représentation claire et substantielle des auteurs

¹⁰ Voir également Ladner (2017), dont la recherche a porté sur les publications relatives aux enjeux autochtones dans la *Revue canadienne de science politique*.

francophones dans les cours de politique canadienne, et cela même lorsque ceux-ci publient leurs travaux en anglais (Blais 2018 ; Rocher et Stockemer 2017 ; Stockemer et Wigginton 2019). Dans l'étude 2, nous nous sommes concentrés sur les listes de lecture pour les examens de synthèse au doctorat en politique canadienne. En élargissant la base de données de McMahon et al. (2020), nous avons ajouté une nouvelle variable permettant de prendre en compte la langue des auteurs. D'une part, cet ajout permet d'illustrer une sous-représentation des francophones, comme le montrait l'étude 1. D'autre part, l'écart est plus faible pour les listes de lecture des examens de synthèse en comparaison avec les plans de cours puisque de nombreuses universités incluent environ 15 % de lectures pour lesquelles il y a au moins un auteur francophone.

Dans l'ensemble, nos résultats montrent qu'il y a une nette sous-représentation des francophones dans la façon dont nous formons les étudiants dans le domaine. Idéalement, l'enseignement de la politique canadienne devrait être exempt d'angles morts majeurs. Nous savons qu'il existe des faiblesses en ce qui concerne la représentation des femmes et des personnes racisées dans les divers programmes d'étude. Nous devrions déployer des efforts supplémentaires pour être plus inclusifs à cet égard — non seulement pour des raisons normatives, mais aussi pour une science de plus grande qualité, plus inclusive et plus exhaustive. Nous pensons que la sous-représentation des francophones mérite une attention de la même façon que les autres minorités méritent d'être intégrées dans une analyse intersectionnelle sérieuse. Il est clair que la discipline devrait en faire davantage pour inclure les auteurs francophones lors de la conception des plans de cours et l'élaboration des listes de lecture pour les examens de synthèse.

Il existe des raisons majeures pour encourager la diffusion et la connaissance des travaux publiés par des chercheurs francophones dans le domaine de la science politique. Premièrement les universitaires francophones apportent des sensibilités différentes puisque — tout en ayant une solide connaissance de la recherche produite dans la tradition anglo-américaine — ils ont souvent été formés en Europe continentale ou par des mentors dans les universités canadiennes qui ont étudié en Europe.¹¹ Par conséquent, leur compréhension des questions sociales et politiques

¹¹ Il est plus probable que cela se reflète dans certains domaines. Par exemple, il est raisonnable de s'attendre à ce que les points de vue diffèrent plus nettement sur le fédéralisme ou le nationalisme que dans des domaines tels que la politique étrangère.

pourrait contribuer à jeter un nouvel éclairage lorsque vient le temps d'évaluer les principales politiques publiques liées, entre autres, au fédéralisme, à l'État-providence, à la laïcité, etc. Deuxièmement, il est essentiel de développer une science politique qui tienne compte du lieu où l'on réside. Par exemple, l'évaluation des politiques publiques liées au développement régional sera perçue différemment si l'on vit principalement dans la région de l'Atlantique, au Québec, en Ontario ou dans les Prairies. Comme la grande majorité des politologues québécois sont francophones, il est nécessaire d'inclure les francophones dans la science politique canadienne de façon à tenir compte du Québec et des autres communautés francophones du pays et faire advenir une science politique plus exhaustive. Troisièmement, il est crucial d'imaginer des moyens et des lieux pour développer une science politique plus inclusive où les membres des deux principales communautés linguistiques peuvent partager leurs points de vue et tester leurs idées dans un forum qui sollicite et accueille les opinions de chacun. Cela mènerait au développement d'équipes de recherche pancanadiennes capables d'évaluer des questions plus larges telles que la politique de la santé (par exemple, la réponse pancanadienne à une pandémie), la politique économique (par exemple, le dirigisme versus le laisser-faire économique) ou les relations internationales (par exemple, le Commonwealth, *la Francophonie*, etc.). Quatrièmement, encourager une science politique qui valorise les publications des francophones de toutes les régions du pays contribuerait à donner une valeur ajoutée au travail des membres des communautés francophones vivant en milieu minoritaire ainsi qu'au Québec. Réconcilier les solitudes n'est pas simplement un objectif à atteindre, c'est une vision du monde à partager et à encourager.

Malheureusement, nos résultats suggèrent que certaines distorsions inconscientes sont profondément ancrées. Les universitaires de demain, ceux qui écriront les prochains manuels et les prochains articles qui influenceront les étudiants, auront été formés avec un corpus de lectures obligatoires ne reflétant pas la réalité. Cela est vrai pour les étudiants de premier cycle comme pour les étudiants des cycles supérieurs soumis à des examens de synthèse en politique canadienne. Bien sûr, ces distorsions peuvent varier quelque peu en fonction de différents facteurs contextuels mais, dans l'ensemble et *ceteris paribus*, la sous-représentation est si profonde que nous devrions en prendre note à l'échelle du pays. Il reste très difficile de comprendre pourquoi, après plus de 50 ans de bilinguisme officiel au Canada, les professeurs de politique canadienne ne sont pas devenus plus sensibles aux travaux de leurs collègues francophones. L'explication d'une telle

lacune est certainement un sujet essentiel pour les recherches futures — pour lesquelles nous espérons avoir fourni une base utile. D'autres études pourraient se concentrer sur différents types de corpus, comme les demandes de subvention auprès des organismes subventionnaires au pays (Marcoux 2018) et les discours présidentiels de l'ACSP (Lucas 2013), et également explorer d'autres domaines de la science politique. Cependant, comme nous l'avons souligné, l'investigation de la question de la langue est très pertinente pour un développement solide et mieux ancré de l'étude de la politique canadienne.

Que peut-on faire ? Il existe des considérations structurelles et individuelles. Les institutions devraient inviter les membres de la communauté scientifique à être de plus en plus conscients de leurs préjugés et du manque de représentation qui en résulte. À l'instar d'institutions comme l'ACSP qui se préoccupent de réduire le nombre de « manels » (panels qui ne comprennent que des hommes) lorsque des événements sont organisés sous sa direction, nous sommes en droit de nous attendre à ce que les départements sensibilisent leurs collègues à la très faible présence d'universitaires francophones dans les cours de politique canadienne. Les institutions devraient faire preuve de leadership. D'autres minorités souffrant de discrimination systémique devraient également bénéficier de telles mesures proactives pour rendre la discipline plus inclusive et plus accueillante à l'endroit de points de vue différenciés. Compte tenu des discussions en cours concernant les meilleures pratiques en matière d'équité, de diversité et d'inclusion dans la recherche et l'enseignement à travers le pays, nous sommes d'avis que pour atténuer la faible présence des auteurs francophones dans les plans de cours et les examens de synthèse, les départements de science politique devraient jouer un rôle proactif. Les mesures pourraient varier d'une institution à l'autre, étant donné leur gouvernance différente. Il existe toutefois une mesure clé qui pourrait avoir une incidence sur les examens de synthèse et les plans de cours, ainsi que sur les évaluations et discussions individuelles informelles : lorsqu'il s'agit de promouvoir l'équité, la diversité et l'inclusion, les lignes directrices devraient inclure la langue comme l'une des caractéristiques clés (parmi les plus importantes) pour lesquelles, en tant que discipline, nous devrions faire beaucoup mieux.

Références

Albaugh, Quinn M. (2017). The Americanization of Canadian political science? The doctoral training of Canadian political science faculty. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 50(1), 243-262.

Belliveau, Joel. (2021) French-Language Universities in Minority Settings: A Litmus test for Canadian Diversity. University Affairs: <https://www.universityaffairs.ca/features/feature-article/french-language-universities-in-minority-settings-a-litmus-test-for-canadian-diversity/>

Blais, André. (2018). The language of political science: should it be English? *European Political Science*, 17, 337-339.

Choquette, Éléna. (2017). Construction de l'identité québécoise: des impacts sur la science politique autochtoniste. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 50(1), 181-200.

Chouinard, Stéphanie. (2021). Cinquantième anniversaire de la Loi sur les langues officielles: À l'aube d'une réforme, quel legs et quel avenir pour les langues officielles au Canada? *International Journal of Canadian Studies/Revue internationale d'études canadiennes*, 59, 15-21.

Chouinard, Stéphanie et Normand, Martin. (2020). Talk Covid to me: Language rights and Canadian government responses to the pandemic. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 53(2), 259-264.

Cornut, Jérémie et Roussel, Stéphane. (2011). Un champ et deux univers? Les francophones dans l'étude de la politique étrangère canadienne. *Politique et sociétés*, 30(1), 139-164.

Diament, Sean M., Howat, Adam J. et Lacombe, Matthew J. (2018). Gender Representation in the American Politics Canon: An Analysis of Core Graduate Syllabi. *PS: Political Science & Politics*, 51(3), 635-640.

Dion, Michelle L. et Mitchell, Sara McLaughlin. (2020). How many citations to women is "enough"? Estimates of gender representation in political science. *PS: Political Science & Politics*, 53(1), 107-113.

Dufresne, Yannick et Ruderman, Nick. (2018). Public Attitudes toward Official Bilingualism in Canada: Making Sense of Regional and Subregional Variation. *American Review of Canadian Studies*, 48(4), 371-386.

Everitt, Joanna. (2021). Academic Absences, Disciplinary Siloes and Methodological Prejudices within the Political Science Discipline in Canada. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 54(4), 749-768.

Gagnon, Alain-G. (2013). *Linguistic Diversity, Language Policy, and the Limits of Federal Accommodation*. In *Minority Nations in the Age of Uncertainty* (pp. 16-33). Toronto, University of Toronto Press.

Godbout, Jean-François. (2017). The fifty years of the Canadian Journal of Political Science: Bilingualism in decline? *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 50(1) : 3-11.

Gillooly, Shauna N., Hardt, Heidi et Smith et Amy Erica. (2021). Having female role models correlates with PhD students' attitudes toward their own academic success. *Plos one*, 16(8), e0255095.

Guzman, Cinthya et Silver, Daniel. (2018). The institution of sociological theory in Canada. *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie*, 55(1), 9-39.

Hardt, Heide, Kim, Hannah June, Smith, Amy Erica et Meister, Philippe. (2019). The gender readings gap in political science graduate training. *The Journal of Politics*, 81(4), 1528-1532.

Harris, Jenine K., Croston, Merriah A., Hutti, Ellen T. et Eyler, Amy A. (2020). Diversify the syllabi: Underrepresentation of female authors in college course readings. *PloS one*, 15(10), e0239012.

Héroux-Legault, Maxime. (2017). The evolution of methodological techniques in the Canadian journal of political science. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 50(1), 121-142.

Imbeau, Louis et Ouimet, Mathieu. (2012). Langue de publication et performance en recherche: publier en français a-t-il un impact sur les performances bibliométriques des chercheurs francophones en science politique? *Politique et sociétés*, 31(3), 39-65.

Jean, Michaëlle. 2005. Installation Speech – The Right Honourable Michaëlle Jean Governor General of Canada on the Occasion of her Installation.
<https://archive.gg.ca/media/doc.asp?lang=e&DocID=4574>

Kim, Mijung. (2017). Indigenous knowledge in Canadian science curricula: cases from Western Canada. *Cultural Studies of Science Education*, 12(3), 605-613.

de Laat, Kim et Stokes, Allyson. (2021). Cultural Sociology and the Politics of Canonization: An Anglo-Canadian Perspective. *Cultural Sociology*, 17499755211048435.

Ladner, Kiera L. (2017). Taking the Field: 50 years of Indigenous Politics in the CJPS. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 50(1), 163-179.

Lucas, Jack. (2013). A Century of Political Science in Canada. *Journal of Canadian Studies*, 47(2), 89-118.

- McMahon, Nicole., Alcantara, Christopher. et Stephenson, Laura B. (2020). The Qualifying Field Exam: What Is It Good For? *PS: Political Science & Politics*, 53(1), 94-99.
- MacMillan, Michael. (2021). Canadian Public Opinion on Official Bilingualism: Ambivalent Consensus and its Limits. *International Journal of Canadian Studies/Revue internationale d'études canadiennes*, 59, 29-49.
- Marcoux, Richard. (2018). Deux solitudes ou One and a Half ? La langue des articles cités en bibliographie comme illustration des pratiques scientifiques en sciences humaines au Canada et au Québec. *Recherches sociographiques*, 59(3), 435-449.
- Marland, Alex. (2017). Journal publishing and marketing in an age of digital media, open access and impact factors. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 50(1), 77-95.
- Millard-Ball, Adam, Desai, Garime et Fahrney, Jessica. (2021). Diversifying Planning Education through Course Readings. *Journal of Planning Education and Research*, 0739456X211001936.
- Murphy, Michael P. A. et Wigginton, Michael J. (2020). Canadian International Relations, American Social Science? Evidence from academic journals and comprehensive reading lists. *International Journal*, 75(1), 5-23.
- Nadeau, Richard et Bélanger, Éric. (2012). Quebec versus the Rest of Canada, 1965-2006. *The Canadian Election Studies: Assessing Four Decades of Influence* (pp. 136-153). Vancouver, University of British Columbia Press.136-153.
- Office of the Commissioner of Official Languages. (2016). Fast Figures on Canada's Official Languages (2016). <https://www.clo-ocol.gc.ca/en/statistics/canada> (consulted December 12 2021).
- O'Neill, Brenda. (2020). Fifty Years of the Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique: Past, Present and Future. *Scholarly and Research Communication*, 11(1), 1-10.
- Papillon, Martin, O'Neill, Brenda, Bourque, Mélanie, Marland, Alex et White, Graham. (2019). Open Access and Academic Journals in Canada: A Political Science Perspective. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 52(4), 903-922.
- Proulx, Boris. « Plus facile d'être promu en anglais à Affaires Mondiales Canada ». *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/politique/canada/656310/politique-canadienne-plus-facile-d-etre-promu-en-anglais-a-affaires-mondiales-canada>
- Rocher, François. (2007). The End of the "Two Solitudes"? The Presence (or Absence) of the Work of French-speaking Scholars in Canadian Politics. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 40(4), 833-857.

Rocher, François et Stockemer, Daniel. (2017). Langue de publication des politologues francophones du Canada. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 50(1), 97-120.

Siegfried, André. (1907). *Le Canada: les deux races*. Paris, Armand Colin.

Skitka, Linda J., Melton, Zachary. J., Mueller, Allison B. et Wei, Kevin Y. (2021). The gender gap: Who is (and is not) included on graduate-level syllabi in social/personality psychology. *Personality and Social Psychology Bulletin*, 47(6), 863-872.

Squazzoni, Flaminio, Bravo, Giangiacomo, Grimaldo, Francisco, García-Costa, Daniel, Farjam, Mike et Mehmani, Bahar. (2021). Gender gap in journal submissions and peer review during the first wave of the COVID-19 pandemic. A study on 2329 Elsevier journals. *PloS one*, 16(10), e0257919.

Statistics Canada. 2021. The evolution of language populations in Canada, by mother tongue, from 1901 to 2016. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-630-x/11-630-x2018001-eng.htm> [consulté le 17 juin 2022],

Statistics Canada. 2022. Mother tongue of a person. <https://www23.statcan.gc.ca/imdb/p3Var.pl?Function=DEC&Id=34023> [consulté le 17 juin 2022].

Stockemer, Daniel et Wigginton, Michael J. (2019). Publishing in English or another language: An inclusive study of scholar's language publication preferences in the natural, social and interdisciplinary sciences. *Scientometrics*, 118(2), 645-652.

Taylor, Charles. (1993). *Reconciling the solitudes: Essays on Canadian Federalism and Nationalism*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press.

Tolley, Erin. (2020). Hidden in Plain Sight: The Representation of Immigrants and Minorities in Political Science Textbooks. *International Journal of Canadian Studies/Revue internationale d'études canadiennes*, 57, 47-70.

Turgeon, Luc, Bilodeau, Antoine, White, Stephen. E. et Henderson, Ailsa. (2019). A Tale of Two Liberalisms? Attitudes toward minority religious symbols in Quebec and Canada. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 52(2), 247-265.

Wallace, Rebecca Audrey. (2022). Beyond the "Add and Stir" Approach: Indigenizing Comprehensive Exam Reading Lists in Canadian Political Science. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 1-22.

Zaninetti, Jean-Marc. (2013). La francophonie est-elle menacée au Canada? *Population Avenir*, (1), 14-16.

Titres précédents

DU CONSOCIATIONALISME AU FÉDÉRALISME COOPÉRATIF?

DAVE GUÉNETTE
UNIVERSITÉ MCGILL

SURVOL DES DROITS LINGUISTIQUES ET RÉFLEXION SUR LA LOI 96

BENOÎT PELLETIER
UNIVERSITÉ D'OTTAWA

L'ÉCOSSE ENTRE AUTONOMIE ET INDÉPENDANCE : UNE PERSPECTIVE ÉCONOMIQUE

HUBERT RIOUX
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE



CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE
CONSTITUTION FÉDÉRALISME